



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2026-DCPATE-117  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 21-DRCTAJ-1-314 du 31 mai 2021 autorisant  
la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES (HGCT)  
à exploiter une unité de fabrication de « ciment bas carbone »  
sur le territoire de la commune de BOURNEZEAU  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 1993 relatif aux cimenteries ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 21-DRCTAJ-1-314 du 31 mai 2021 autorisant la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIE (HGCT) à exploiter une unité de fabrication de « ciment bas carbone » sur le territoire de la commune de BOURNEZEAU ;

Vu la prise d'acte préfectoral du 11 juillet 2022 pour l'ajout d'une centrale à béton soumise à déclaration au sein de l'unité de fabrication de « ciment bas carbone » ;

Vu les modifications notables portées à la connaissance du préfet par la société HGCT les 19 février 2024 pour l'ajout d'un bâtiment de stockage et le 25 septembre 2025 complétée au 27 février 2026 pour l'acceptation de nouveaux déchets non dangereux non inertes telles que les

cendres volantes de l'entreprise Norske Skog Golbey à Golbey (Vosges) et d'autre déchets non désignés sur le site et les dossiers joints ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mars 2026 ;

Vu le courrier préfectoral du 17 mars 2026 adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler sous 15 jours ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu l'accord de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 16 février 2026 ;

Considérant que la rubrique 2520 visant la fabrication de ciment permet d'incorporer des déchets non dangereux non inertes utilisés comme matières premières dans le produit final ;

Considérant qu'afin de s'assurer de la dangerosité et de la provenance des déchets admis incorporés au sein des produits, l'apport d'autres déchets non dangereux non inertes non nommément désignés et sans justification de leur caractère non dangereux ne peut pas être autorisé ;

Considérant que le projet, qui consiste en l'ajout d'un bâtiment de stockage et l'admission de nouveaux déchets non dangereux non inertes au sein du process de fabrication (cendres volantes) :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2, et n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a fourni les éléments sur la classification des cendres volantes en tant que déchet non dangereux non inertes ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

## ARRÊTE

### **Article 1. Conformité au dossier de modifications**

La société HOFFMAN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES (HGCT), dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Bretauière » à Chaillé sous les Ormeaux, 85310 RIVES DE L'YON, autorisée à exploiter une unité de fabrication de « ciment bas carbone » à l'adresse suivante Vendéopôle Vendée Centre, 57 rue Archereau, 85450 BOURNEZEAU, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Les modifications apportées aux installations exploitées sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modifications susvisé sauf en ce que ces plans et données auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

## Article 2. Classement administratif de l'installation

Le site est soumis aux rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE et la nomenclature loi sur l'eau.

| N°                     | Intitulé  | Nature des installations et volume d'activité   | Régime |
|------------------------|---|---|--------|
| Installations classées |   |   |        |
| 2520                   | Ciments, chaux, plâtres (Fabrication de)<br>La capacité de production étant supérieure à 5 t/j  | Fabrication de ciments décarboné activés à froid et sans clinkers – 250 t/j   | A      |
| 2515-1-a               | 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.<br>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :<br>a) Supérieure à 200 kW | 470 kW  | E      |
| 2716-2                 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .                       | <u>Durant la période de réception du désulfogypse :</u><br>- 160 m <sup>3</sup> de désulfogypse humide (case extérieur)<br>- 120 m <sup>3</sup> de désulfogypse sec (silos)<br>- 590 m <sup>3</sup> de désulfogypse humide (nouveau bâtiment)<br>- 120 m <sup>3</sup> cendres de papeterie (silos)<br><u>A l'arrêt de la réception du désulfogypse :</u><br>- 120 m <sup>3</sup> cendres de papeterie (silos) | DC     |
| 2518-b                 | Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522<br>La capacité de malaxage étant :<br>b) Inférieure ou égale à 3 m <sup>3</sup>   | 1,5 m <sup>3</sup>  | D      |
| Loi sur l'eau          |   |   |        |
| 2.1.5.0-2              | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :<br>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)   | 5,88 ha   | D      |

### **Article 3. Ajout d'un bâtiment de stockage**

L'exploitant est autorisé à construire un bâtiment de stockage dans les conditions prévues dans sa demande du 19 février 2024.

### **Article 4. Admission de déchets non inertes non dangereux**

#### **Article 4.1. Désulfogypse**

La quantité totale maximum de désulfogypse présente sur le site et autorisée par l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 31 mai 2021 est dorénavant limité conformément à l'article 2 du présent arrêté.

Le stockage est réalisé dans les conditions prévues à l'article 2.

#### **Article 4.2. Cendres volantes de papeterie**

##### *Article 4.2.1. Nature, provenance et quantité*

En plus des déchets identifiés à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 31 mai 2021, l'exploitant est autorisé à recevoir des déchets de cendres volantes (code déchet : 10 01 07) en provenance de la papeterie Norske Skog Golbey située à Golbey (Vosges) (n° AIOT : 0006202274).

La quantité totale maximum présente sur site est celle fixée à l'article 2 du présent arrêté. Le stockage est réalisé au sein de silos.

Toute autre provenance de déchets de cendres volantes devra faire l'objet d'une demande d'acceptation préalable auprès du préfet après transmission d'un dossier de porter à connaissance dans les conditions prévues par l'article R.181-46 du code de l'environnement

#### **Article 4.3. Procédure d'admission des déchets non dangereux non inertes et registre déchets entrants**

##### *Article 4.3.1. Admission*

L'acceptation des déchets non dangereux non inertes autorisés sur le site est réalisée dans les conditions des articles 3.3 et 3.4 de l'arrêté ministériel précité du 6 juin 2018 encadrant notamment les installations relevant de la rubrique 2716 à déclaration.

##### *Article 4.3.2. Registre*

L'article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 31 mai 2021 est abrogé.

Un registre des déchets entrants est mis en place conformément à l'arrêté ministériel susvisé du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres.

#### **Article 4.4. Autre déchet**

Tout autre déchet, devra faire l'objet d'une demande d'acceptation préalable auprès du préfet après transmission d'un dossier de porter à connaissance dans les conditions prévues par l'article R.181-46 du code de l'environnement.

### **Article 5. Dispositions administratives**

#### **Article 5.1. Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

#### **Article 5.4. Pour application**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **27 MARS 2026**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
le secrétaire général adjoint de la Préfecture  
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

